

N° 4860⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 22 juin 1999 ayant pour objet

1. le soutien et le développement de la formation professionnelle continue;
2. la modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(29.1.2002)

Par dépêche du 22 octobre 2001, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique. Le projet de loi, élaboré par le ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Les avis de la Chambre des métiers et de la Chambre des employés privés ont été portés à la connaissance du Conseil d'Etat le 26 novembre 2001.

Par dépêches des 19 et 28 décembre 2001, ont été communiqués au Conseil d'Etat respectivement les avis de la Chambre de commerce et de la Chambre de travail, alors que l'avis de la Chambre d'agriculture lui est parvenu le 22 janvier 2002.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet a pour objet d'apporter un nombre limité de modifications à la loi modifiée du 22 juin 1999, à savoir:

- la suppression de l'agrément *préalable* des plans de formation professionnelle par le ministre compétent;
- la création d'une commission consultative en matière de formation professionnelle continue;
- la réduction du taux de l'aide directe de participation financière de l'Etat de actuellement 16% à 14,5% comme suite à la réforme fiscale de 2002 et pour maintenir l'équité entre l'aide directe et la bonification d'impôts de 10%.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec la suppression de la disposition prévoyant que les plans de formation professionnelle continue ne doivent plus être soumis au ministre pour agrément préalable à leur exécution. Comme la seule tâche du ministre consiste à examiner si les plans présentés sont subventionnables par l'Etat et/ou peuvent bénéficier de la bonification fiscale prévue par la loi, le Conseil d'Etat peut admettre que cet agrément pourra encore intervenir en cours d'exécution du plan. Il est cependant à se demander si, dans ces circonstances, le terme „agrément“, qui se conçoit plutôt dans le cadre d'une procédure préalable au commencement d'une activité, est encore approprié. Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il de remplacer le terme „agrément“ par le terme plus approprié „approbation“.

Pour les raisons invoquées par les auteurs du projet, le Conseil d'Etat est également d'accord avec la réduction du taux de la participation financière de l'Etat aux programmes de formation professionnelle continue des entreprises.

Par contre, le Conseil d'Etat n'est nullement convaincu de la nécessité de créer par la loi une commission consultative appelée à conseiller le ministre en matière de formation professionnelle continue. Il tient à rappeler que déjà le projet initial qui a abouti à la loi du 22 juin 1999 contenait une disposition analogue qui avait amené le Conseil d'Etat, dans son avis du 4 mai 1999 (*doc. parl. 4352*), à se prononcer comme suit:

„Le Conseil d'Etat propose de supprimer cette commission. Il est d'avis que le ministre doit pouvoir prendre les décisions qui relèvent de sa compétence sans devoir se référer à l'avis d'une commission composée de représentants d'autres ministres. Si cette façon de procéder était d'application générale dans les administrations et services de l'Etat et s'il fallait demander l'avis d'autres départements ministériels en chaque décision qui toucherait de près ou de loin à des matières relevant de ces départements, les services administratifs seraient paralysés.“

Cette approche garde toute sa valeur actuellement. En la matière régie par le projet de loi comme en d'autres matières, il est toujours loisible à tout membre du Gouvernement qui est amené à prendre une décision relevant de sa compétence de recueillir l'avis d'autres départements ministériels, sans qu'il soit nécessaire de créer à ces fins une commission consultative par la loi. Il résulte d'ailleurs de l'exposé des motifs que le ministre aurait de son propre chef créé une telle commission par simple arrêté ministériel.

La création d'une telle commission par la loi, composée exclusivement de représentants des départements ministériels, se heurterait même au principe de la séparation des pouvoirs: il n'appartient pas à la Chambre des députés d'imposer par la loi une organisation quelconque du Gouvernement, organisation qui relève de la seule compétence du Grand-Duc.

Pour le cas où la Chambre des députés serait d'avis que la commission est à maintenir, le Conseil d'Etat tient à rappeler sa proposition formulée dans son prédit avis du 4 mai 1999, et consistant à composer la commission d'une manière paritaire en y associant, outre des fonctionnaires du Gouvernement, les représentants des chambres professionnelles concernées. Il est rendu attentif en plus au fait que le libellé du deuxième tiret, du point 3 de l'article 1er, du projet serait également à reformuler afin d'éviter un blocage en cas de non-émission de l'avis y visé.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er

Point 1

Le libellé proposé trouve l'accord du Conseil d'Etat, sauf à remplacer le terme „agrément“ par le terme „approbation“.

Point 2

Sans observation.

Point 3

Pour les raisons développées ci-avant, ce point est à supprimer ou à reformuler.

Article 2

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 29 janvier 2002.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER